

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE

POUR LA

FOR THE

RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTS

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE
SPECIAL SESSION OF THE ASSEMBLY

JOURNAL

GENÈVE 1932

GENEVA 1932

N° 32. — MERCREDI 9 MARS 1932.

No. 32. — WEDNESDAY, MARCH 9TH, 1932.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL.

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 710, Bâtiment des Commissions.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de la Conférence ou de l'Assemblée et de leurs Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source de documentation. Au surplus, si l'on veut qu'il paraisse très exactement, il ne saurait donner autre chose qu'un résumé sommaire des discussions.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 710, Committee Building.

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Conference or the Assembly and their Committees, and it should not therefore be used for purposes of reference. Moreover, if it is to appear promptly, it cannot give more than a brief summary of the discussions.

SOMMAIRE.

Conférence pour la Réduction et Limitation des Armements.

	Pages
I. Programme des séances	238
II. Commission générale: Cinquième séance	238
III. Additions et corrections à la liste des délégués	241
IV. Admission aux séances des Commissions	242
V. Liste des documents distribués à la Conférence	242

Session extraordinaire de l'Assemblée.

I. Programme des séances	243
II. Commission générale: Cinquième séance	243
III. Additions et corrections à la liste des délégués	250
IV. Signatures et ratifications d'accords internationaux	251
V. Chemin de fer P.L.M.	251
VI. Liste des documents distribués à l'Assemblée	251

CONTENTS.

Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.

	Page
I. Programme of Meetings	238
II. General Commission: Fifth Meeting	238
III. Addition to the List of Delegates	241
IV. Admission to Meetings of Committees	242
V. List of Documents distributed to the Conference	242

Special Session of the Assembly.

I. Programme of Meetings	243
II. General Commission: Fifth Meeting	243
III. Addition to the List of Delegates	250
IV. Signatures and Ratifications of International Agreements	251
V. P.L.M. Railway	251
VI. List of Documents distributed to the Assembly	251

Conférence pour la Réduction et Limitation des Armements. Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Commission terrestre.

La Commission terrestre se réunira aujourd'hui mercredi 9 mars, à 15 h. 30, au Bâtiment des Commissions (salle G).

Ordre du jour:

- a) Election du ou des vice-présidents et du ou des rapporteurs.
- b) Examen de la liste de questions renvoyées à la Commission terrestre par la Commission générale. (Voir document Conf.D/C.G.6, page 7.)

Commission navale.

La Commission navale se réunira aujourd'hui mercredi 9 mars, à 16 heures, au Bâtiment des Commissions (salle H).

Ordre du jour:

- a) Election du vice-président ou des vice-présidents.
- b) Election d'un rapporteur ou de rapporteurs.
- c) Examen de la liste des questions envoyées par la Commission générale à la Commission navale. (Voir document Conf.D/C.G.6, page 8.)

II. COMMISSION GÉNÉRALE: CINQUIÈME SÉANCE.

La Commission générale de la Conférence sur la réduction et la limitation des armements a tenu sa cinquième séance hier mardi 8 mars, à 10 h. 30, sous la présidence de M. Arthur HENDERSON.

HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE M. BRIAND.

Le PRÉSIDENT déclare que la cause de la paix mondiale a subi une grande perte par suite de la disparition de M. Briand. Quant à lui, il a perdu en M. Briand un collègue précieux et un ami personnel, dont il conservera le souvenir pendant des années. Dans le travail de la Conférence actuelle, l'esprit de M. Briand sera toujours présent. C'est sous sa présidence que le Conseil avait convoqué la Conférence, et les invitations aux gouvernements ici représentés avaient été signées de sa main. C'est surtout sous l'influence de M. Briand que lui-même a accepté l'invitation unanime que lui avait faite le Conseil de présider la Conférence.

La meilleure façon qu'aura la Conférence d'honorer la mémoire de M. Briand sera de conduire ses travaux à un succès complet et définitif.

Il ne sera tenu aucune séance samedi prochain, de façon que les délégués qui désireraient aller à Paris pour assister aux funérailles puissent s'absenter de Genève.

M. PAUL-BONCOUR (France) dit que, si quelque chose pouvait atténuer la douleur de son pays et sa propre affliction, ce serait des paroles telles que celles que vient de prononcer le Président. Il le remercie d'avoir rappelé en quelque sorte que l'acte de baptême de la Conférence a été signé par M. Briand durant les longs et difficiles travaux de la Commission préparatoire. M. Paul-Boncour a été en contact constant avec M. Briand, et c'est sa pensée qu'il traduisait. Il sait quelle importance

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Land Commission.

The Land Commission of the Conference will meet to-day, Wednesday, March 9th, at 3.30 p.m. in the Committee Building (Room G).

Agenda:

- (a) Election of Vice-President or Vice-Presidents and of a Rapporteur or Rapporteurs.
- (b) Consideration of the List of Questions referred to the Land Commission by the General Commission. (See document Conf.D./C.G.6, page 7.)

Naval Commission.

The Naval Commission of the Conference will meet to-day, Wednesday, March 9th, at 4 p.m. in the Committee Building (Room H).

Agenda:

- (a) Election of Vice-President or Vice-Presidents.
- (b) Election of a Rapporteur or Rapporteurs.
- (c) Consideration of the List of Questions referred to the Naval Commission by the General Commission. (See document Conf.D./C.G.6, page 8.)

II. GENERAL COMMISSION: FIFTH MEETING.

The General Commission of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments held its fifth meeting yesterday, Tuesday, March 8th, at 10.30 a.m. under the Chairmanship of Mr. Arthur HENDERSON.

TRIBUTE TO M. BRIAND.

The PRESIDENT referred to the great loss which the cause of world peace had suffered by the passing of M. Briand. He had lost in M. Briand a valued colleague and a personal friend whose memory would remain with him for years to come. He would feel that during the work of the present Conference the spirit of M. Briand would be continually present. The Conference had been summoned by the Council under the presidency of M. Briand and M. Briand had signed the invitations to the Governments represented. It had been largely due to the influence of M. Briand that he had himself accepted the unanimous invitation of the Council to preside over the Conference.

Delegations might best honour the memory of M. Briand by bringing the Conference to final and complete success.

There would be no meeting of any kind held on Saturday in order that those delegates who desired might go to Paris in order to attend the funeral.

M. PAUL-BONCOUR (France) said that, if anything could soften the grief of his country and his own personal bereavement, it would be such words as had just fallen from the President. He was glad that the President had emphasised that what might be called the act of baptism of the Conference had been signed by M. Briand. During the long and difficult work of the Preparatory Disarmament Commission he had himself been constantly in touch with M. Briand and had

M. Briand attribuait à la Conférence actuelle et qu'il estimait que du succès de celle-ci dépend en grande partie le maintien de la paix dans le monde.

(La séance, suspendue à 10 h. 45, est reprise à 11 heures.)

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONFÉRENCE:

RAPPORT DU BUREAU.

Le PRÉSIDENT invite la Commission générale à examiner le rapport du Bureau sur le programme de travail de la Conférence. Les documents soumis par le Bureau sont les suivants: a) des tableaux de coordination; b) des listes indiquant les questions à répartir entre les commissions spéciales; c) un ordre du jour préliminaire de la Commission générale.

La Commission générale, lors de sa dernière séance, tenue le 25 février, avait décidé de créer cinq commissions spéciales et avait tracé un certain nombre de grandes lignes relativement au mode de collaboration entre les commissions spéciales et la Commission générale. Le 26 février, le Président a convoqué le Bureau, qui a invité M. Beneš, rapporteur de la Commission générale, à établir une série de tableaux résumant, dans le cadre du projet de convention, toutes les propositions se rapportant aux matières traitées dans les différents articles de la Convention. Par la suite, ce document a été examiné au cours de deux autres réunions du Bureau et les diverses délégations ont eu la possibilité de suggérer des amendements et de présenter leurs observations. Ces amendements et observations ont été incorporés aux documents dont la Commission générale est saisie.

La Commission générale a donc devant elle une liste ordonnée et complète des propositions qui ont été faites jusqu'ici à la Conférence, ainsi que des suggestions sur les questions qui pourraient être soumises aux diverses commissions spéciales, ce qui leur permettrait de se mettre au travail le plus tôt possible. Ces suggestions comprennent un projet d'ordre du jour de la Commission générale. (Pour la liste des questions qui pourront être renvoyées aux commissions pour étude, voir le *Journal*, n° 31, page 223.)

M. BENEŠ, rapporteur, complétant l'historique fait par le Président, dit que, à la suite de l'examen de son travail par le Bureau et des négociations qu'il a eues lui-même avec les différentes délégations, l'accord s'est fait sur l'ensemble des tableaux synoptiques et sur la liste des questions de principe à discuter par la Commission générale, ainsi que sur la liste des questions à renvoyer aux commissions spéciales. D'ici quelques jours, toutes les délégations seront en possession de tableaux synoptiques complets, dont une nouvelle édition est sous presse.

En ce qui concerne les questions à discuter dans la Commission générale et dans les commissions spéciales, le rapport indique les principes suivis pour cette répartition. En raison de la complexité et surtout de la portée politique des questions que l'on va discuter, il est probable que la discussion de telle ou telle question de principe, commencée ici, devra être interrompue, puis reprise et que de temps à autre il faudra demander des avis aux commissions spéciales qui, de leur côté, demanderont à la Commission générale des explications ou des décisions sur des questions de principe.

La liste des questions concernant la Commission générale n'est pas limitative. On s'est borné à mentionner les propositions remises jusqu'ici au Bureau de la Conférence, mais tant à la Commission générale qu'aux commissions spéciales, les délégations auront toute liberté de présenter de nouveaux amendements et de nouvelles propositions. Le Bureau et le rapporteur sont à la disposition des délégations qui auraient besoin d'explications complémentaires sur l'économie des tableaux synoptiques.

La Commission générale, tout en adoptant les suggestions qui lui sont soumises, reste maîtresse de son ordre du jour et de sa procédure. Le Bureau de la Conférence et de la Commission générale se tiendra en contact avec les différentes commissions afin d'assurer la coordination du travail. Il sera à la disposition de la Commission générale pour prendre les décisions que celle-ci jugerait nécessaires.

interpreted his views. He knew what importance M. Briand attached to the present Conference, on whose success depended to a great extent the maintenance of peace in the world.

(The meeting, suspended at 10.45 a.m., was resumed at 11 a.m.)

PROGRAMME OF WORK OF THE CONFERENCE:

REPORT OF THE BUREAU.

The PRESIDENT invited the General Commission to examine the report of the Bureau upon the programme of work of the Conference. The Bureau was submitting: (a) co-ordinating tables (b) lists showing the distribution of questions among the special Commissions (c) a preliminary agenda for the General Commission.

The General Commission had, at its last meeting on February 25th, decided to set up five special Commissions and had laid down certain general lines as to the method of collaboration between the special Commissions and the General Commission. On February 26th he had called a meeting of the Bureau which had asked M. Beneš, Rapporteur of the General Commission, to draw up a series of tables showing within the framework of the draft Convention all the proposals connected with the subjects matters dealt with in the various Articles of the Convention. That document had been subsequently considered at two further meetings of the Bureau and the various delegations had been given an opportunity of suggesting amendments and of presenting their observations. Those amendments and observations had been incorporated in the documents now before the General Commission.

The General Commission thus had before it a complete classified table of the proposals so far made at the Conference, together with lists of the questions which might be submitted to the various special Commissions in order that they might get to work as soon as possible. The lists included a draft agenda of the General Commission. (For the Lists of Questions to be referred to the Commissions for examination see *Journal* No. 31, page 223).

M. BENEŠ (Rapporteur), completing the observations of the President, said that, in the course of the examination of his work by the Bureau and of the negotiations which he had himself had with the various delegations, agreement had been reached on the synoptic tables, on the questions of principle to be discussed by the General Commission and on the questions to be referred to the special Commissions. All the delegations would shortly receive the complete synoptic tables, a new edition being at that moment in the press.

The report of the Bureau indicated the principles followed in distributing the questions to be discussed between the General Commission and the special Commissions. Owing to their complexity and political bearing, it was probable that the discussion of certain questions of principle, begun in the General Commission, would have to be interrupted and then resumed, and that from time to time it would be necessary to resort to the special Commissions for advice, which in their turn would ask the General Commission for explanations or decisions.

The lists of questions submitted to the General Commission were not restrictive. They mentioned only the proposals hitherto submitted to the Bureau of the Conference. It was understood that both in the General Commission and the special Commissions delegations would be free to submit new amendments and new proposals. The Bureau and the Rapporteur were at the disposal of the delegations who might need complementary explanations as to the arrangement of the synoptic tables.

The General Commission, while adopting the suggestions submitted to it, would remain master of its agenda and its procedure. The Bureau of the Conference and of the General Commission would keep in touch with the various Commissions in order to ensure the co-ordination of the work, it would be at the disposal of the General Commission for the purpose of taking any decisions which that body might consider to be necessary.

Le PRÉSIDENT dit que le Bureau a examiné de très près les conclusions de son rapport; il espère que la Commission générale ne consacra pas trop de temps à des points de procédure. Toute délégation est libre de soulever n'importe quelle question à un moment quelconque de la discussion et la Commission, à son avis, devrait passer le plus rapidement possible aux questions soulevées par l'article premier du projet de convention. Elle sera alors en mesure d'envoyer un certain nombre de questions aux commissions techniques et il aimerait que certaines de ces commissions puissent tenir une ou deux séances dès cette semaine.

Lord LONDONDERRY (Empire britannique) pense qu'il y aurait peut-être un certain danger à renvoyer un grand nombre de questions aux commissions techniques, du moment que beaucoup de ces questions ont déjà été largement discutées à Genève; les commissions risqueraient de refaire le trajet déjà parcouru sans recevoir de directives de la Commission générale. Le principe qui doit régir le travail de la Conférence est que la Commission générale s'occupe des questions de principe et charge les commissions techniques de l'élaboration des points de détail. Il n'est pas souhaitable que les commissions techniques discutent de questions qui peuvent être, ou qui peuvent ne pas être soulevées et qui, en tout cas, ont été examinées précédemment.

M. NADOLNY (Allemagne) pense que la question du principe de l'abolition militaire, prévue dans la liste comme pouvant être examinée par la Commission aérienne, pourra être discutée dans la Commission générale à l'occasion du point III a) du projet d'ordre du jour de cette dernière commission.

M. BENEŠ, rapporteur, répond que cette question a été discutée par le Bureau et tranchée dans le sens du désir de M. Nadolny. En ce qui concerne la remarque de lord Londonderry, il a paru au Bureau qu'il fallait réserver dans tous les cas les questions de principe à la Commission générale et être prudent avant de renvoyer des questions concrètes aux commissions spéciales. Il est indispensable de commencer le travail et, pour cela, un tri des questions s'imposait. Le rapporteur pense que le délégué du Royaume-Uni sera satisfait par les listes qui ont été établies au Bureau, toute délégation pouvant demander que telle ou telle question ne soit pas discutée en commission spéciale avant qu'on n'établisse le principe et que la Commission générale ne se soit prononcée.

M. DE MADARIAGA (Espagne) approuve le principe énoncé par lord Londonderry. D'autre part, bien que le délégué de l'Allemagne ait raison théoriquement, le délégué de l'Espagne désire se rallier à la solution suggérée par le rapporteur. La question dont il s'agit est exceptionnelle puisqu'il s'agit de l'abolition complète de toute une arme. La Commission aérienne se trouve donc dès le début de ses travaux devant un dilemme capital, qui dépend tout entier d'une question de principe. Il faut donc, ou bien que la Commission générale tranche cette question dès le premier jour, ou bien, suivant la solution à laquelle le rapporteur et le délégué de l'Espagne se sont eux-mêmes arrêtés, que la Commission générale fasse confiance à la Commission aérienne qui, après tout, est aussi une commission politique. Pour éviter des discussions préliminaires et un peu inutiles, il pense que, dans un esprit de conciliation, M. Nadolny voudra bien accepter cette solution.

M. NADOLNY (Allemagne) ne trouve pas qu'il y ait accord entre M. Beneš, d'après qui la discussion de cette question pourrait avoir lieu au sein de la Commission générale, et M. de Madariaga, qui insiste sur le transfert de cette discussion à la Commission aérienne. Pour le délégué de l'Allemagne, la question est simple: il a été décidé que toutes les questions de principe seraient d'abord tranchées par la Commission générale, or, celle-ci est bien une question de principe. Si la Commission générale est d'accord pour la discuter, le délégué de l'Allemagne ne croit pas nécessaire d'insérer un point III c) dans la liste; toutefois il ne s'y opposerait pas.

M. PAUL-BONCOUR (France) craint, comme M. de Madariaga, que, alors que le Bureau a passé tant de temps à fixer la procédure, des discussions interminables à la Commission générale ne retardent le commencement du travail effectif. Le document élaboré par le rapporteur offre une base concrète de travail et l'on a suffisamment discuté des méthodes. Il sera évidemment

The PRESIDENT said that the Bureau had given very careful consideration to the conclusions of its report and he hoped that the General Commission would not spend too much time on matters of procedure. Every delegation was free to raise any point whatsoever at some part or another of the discussion and he felt that the Commission should as quickly as possible deal with the questions raised under Article 1 of the draft Convention. It would then be able to send a number of questions to the technical commissions and he would like to see one or two meetings of some of those commissions held during the present week.

Lord LONDONDERRY (British Empire) thought there might be a certain danger in referring a large number of questions to the technical commissions owing to the fact that many of them had already been widely discussed at Geneva and that the commissions might therefore go over old ground without receiving any guidance from the General Commission. The governing principle of the work of the Conference should be that the General Commission should deal with questions of principle and entrust the technical commissions with the elaboration of details. It was undesirable that the technical commissions should discuss subjects which might or might not arise and which had in any case been examined before.

M. NADOLNY (Germany) thought that the question of the principle of the abolition of military aviation, included in the list as a question which might be examined by the Air Commission, could be discussed by the General Commission under Item III (a) of the draft agenda of that Commission.

M. BENEŠ (Rapporteur) said that this point had been discussed by the Bureau and settled in the sense desired by M. Nadolny. He would add, in reply to the observations of Lord Londonderry, that it had seemed to the Bureau that in all cases questions of principle should be reserved for the General Commission and that prudence should be exercised in referring concrete questions to the special Commissions. It was indispensable that work should be begun, and to that end it would be necessary to sift the questions to be considered. He thought that the delegate of the United Kingdom would be satisfied with the lists which had been drawn up by the Bureau. Any delegation might ask that a particular question should not be discussed by a special Commission before the principle affecting it had been established and before the General Commission had expressed its views.

M. DE MADARIAGA (Spain) approved the principle put forward by Lord Londonderry. Moreover, though theoretically, the German delegate was right in his contention, he would nevertheless himself support the solution suggested by the Rapporteur. The question at issue was exceptional, since it referred to the complete abolition of a whole class of armaments. The Air Commission would therefore at the beginning of its work be faced with a capital dilemma dependent entirely upon a question of principle. Either it would be necessary for the General Commission to settle that question at the outset or, in accordance with the solution which the Rapporteur and he himself had proposed, the General Commission should entrust the whole matter to the Air Commission which, after all, was also a political commission. He felt that, in order to avoid somewhat useless preliminary discussions, M. Nadolny might accept that solution in a spirit of conciliation.

M. NADOLNY (Germany) did not think that M. Beneš was in agreement with M. de Madariaga. M. Beneš thought that the discussion of the question to which he had referred might take place in the General Commission, while M. de Madariaga insisted on transferring it to the Air Commission. The question was in his view a simple one. It had been decided that all questions of principle would at first be settled by the General Commission, and that decision covered the case in point. If the General Commission were agreed to discuss it he did not think it would be necessary to insert an Item III (c) in the list. He would not, however, oppose a suggestion to that effect.

M. PAUL-BONCOUR (France) feared, with M. de Madariaga, that interminable discussions on questions of procedure, after the Bureau had spent a considerable time in determining what the procedure should be, might delay the beginning of effective work. The document submitted by the Rapporteur supplied a concrete basis of work and there had been a sufficient discus-

sage de décider qu'il est possible de soulever, à propos d'une question, autant d'autres questions qui pourraient être posées. Sans doute, le départ sera délicat à faire entre le travail de la Commission générale et celui des commissions techniques. Les délégués en seront juges au fur et à mesure des discussions. Comme les commissions techniques travailleront en coordination avec la Commission générale et que leurs présidents seront en contact avec le président de la Commission générale, il leur appartiendra de régler leurs travaux par rapport à ceux de la Commission générale.

En leur renvoyant les questions vraiment techniques, on ne préjugera pas les décisions de principe qu'il y aura lieu de prendre, mais il sera peut-être possible d'obtenir ainsi des éléments très importants pour prendre ces décisions de principe. Cela s'est produit fréquemment à la Commission préparatoire, qui devait demander aux commissions techniques des éléments indispensables pour la solution de certaines questions de principe. C'est le cas en particulier pour la question en discussion, celle de l'aviation.

Le moment est venu, alors que se poursuivent ces discussions de principe, qui sont vraiment d'ordre politique, de permettre aux experts techniques de s'attaquer tout de suite aux questions techniques, afin d'aborder matériellement le travail de la Conférence.

M. BENEŠ, rapporteur, pense que, après les explications qui ont été données par M. Paul-Boncour et par lui-même, la Commission générale pourrait adopter les propositions du Bureau. Il fait observer que M. de Madariaga, comme président de la Commission aérienne, a le souci légitime de savoir comment il devra dès le début en diriger les travaux. A la réunion du Bureau de la veille, on est arrivé à un compromis: le Président a constaté que la question de l'aviation militaire pouvait être soulevée également pendant la discussion de la proposition italienne visant la suppression des armes agressives. Jusqu'à quel point? C'est une question d'opportunité, comme le disait M. Paul-Boncour. D'autre part, suivant l'avis du Bureau, la Commission aérienne peut commencer par discuter elle-même la question de principe afin que ses travaux puissent se poursuivre.

Le rapport du Bureau est adopté.

ORDRE DES TRAVAUX.

Au cours d'une discussion sur la fixation des séances des diverses commissions de la Conférence, M. Paul HYMANS (Belgique) suggère qu'il y a un intérêt pressant à permettre à l'Assemblée extraordinaire de hâter ses travaux.

Après un échange de vues auquel prennent part le PRÉSIDENT, M. PAUL-BONCOUR (France), M. GIBSON (États-Unis d'Amérique) et M. DE MADARIAGA (Espagne), la Commission générale décide, sur la motion du Président, que les Commissions terrestre et navale se réuniront mercredi, la Commission aérienne et la Commission des dépenses jeudi; le Bureau décidera quand la Commission générale pourra se réunir, peut-être dès vendredi.

III. ADDITIONS ET CORRECTIONS A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS.

Délégation cubaine: M. E. A. PRIETO a été nommé conseiller technique de la délégation cubaine à la Conférence du désarmement.

Délégation japonaise: le vicomte MUSHAKOJI a été nommé membre de la Commission générale.

sion of methods. It would clearly be wise to decide that it was open to delegations to raise as many relevant questions as they thought fit in dealing with a particular matter. It was doubtless a somewhat delicate matter to distinguish between the work of the General Commission and that of the technical commissions.

The delegates would have to form their judgments on such matters in the course of the discussions. Since the technical commissions would work in co-ordination with the General Commission and since their Presidents would remain closely in touch with the President of the General Commission, it would be open to them to arrange their work in accordance with that of the General Commission.

By referring to the technical commissions really technical questions, decisions of principle which would have to be taken would not be prejudiced, and it would perhaps be possible in this way to obtain very important elements which would assist the General Commission in taking such decisions. Cases had frequently occurred in the Preparatory Disarmament Commission, which had been obliged to ask technical commissions to supply them with the elements indispensable for the solution of certain questions of principle. Such, in particular, had been the case in respect of the question now under discussion—namely that of aviation.

The time had come to set the technical experts to work upon technical problems so that the work of the Conference might go materially forward. Meanwhile discussions of principle which were really of a political character might proceed concurrently.

M. BENEŠ (Rapporteur) thought that, after the explanations given by M. Paul-Boncour and by himself, the General Commission might adopt the proposals of the Bureau. M. de Madariaga, as President of the Air Commission, was naturally anxious to know how he should direct the work of that Commission at the outset. In regard to that matter, a compromise had been reached at the meeting of the Bureau held on the previous day. The President had noted that the question of military aviation might be raised on the discussion of the Italian proposal for the abolition of aggressive weapons. Up to what point should the discussion proceed? That was a question of convenience, as M. Paul-Boncour had said. Moreover, according to the opinion of the Bureau, the Air Commission might begin by itself discussing the question of principle in order that its work might go forward.

The report of the Bureau was adopted.

MEETINGS OF THE CONFERENCE.

M. Paul HYMANS (Belgium), during a discussion upon the hours of meeting of the various commissions of the Conference, suggested that it was urgently necessary to enable the special Assembly to hasten its work.

Following an exchange of views in which the PRESIDENT, M. PAUL-BONCOUR (France), Mr. GIBSON (United States of America) and M. DE MADARIAGA (Spain) took part, the General Commission decided, on the motion of the President, that the Land Commission and the Naval Commission should meet on Wednesday and that the Air Commission and the National Defence Expenditure Commission should meet on Thursday. It was understood that the Bureau would decide, perhaps on Friday, when the General Commission should meet again.

III. ADDITIONS AND CORRECTIONS TO THE LIST OF DELEGATES.

Cuban delegation: M. E. A. PRIETO has been appointed technical adviser of the Cuban delegation to the Disarmament Conference.

Japanese delegation: Viscount MUSHAKOJI has been appointed member of the General Commission.

IV. ADMISSION AUX SÉANCES DES COMMISSIONS.

Les délégations des Etats représentés à la Conférence du désarmement ont déjà reçu une carte d'entrée permanente pour chacune des salles de commissions F, G et H et donnant accès à des places réservées.

A partir du 9 mars, les porteurs de ces cartes pourront assister aux séances des commissions soit de la Conférence du désarmement, soit de l'Assemblée extraordinaire.

Vu le nombre très restreint de places dans la tribune de chacune de ces salles, il est impossible de mettre plus d'une place par salle à la disposition permanente des délégations. Il ne sera donc pas délivré d'autres cartes d'entrée permanentes et aucune demande pour des cartes de cette catégorie ne pourra être prise en considération.

Entrée des délégués des Etats ne faisant pas partie de la Société des Nations aux séances de commissions de l'Assemblée.

Les délégués des Etats non membres de la Société des Nations à la Conférence du désarmement seront admis dès le 9 mars, sur présentation de leur carte de délégué, dans l'enceinte qui est à leur disposition dans la salle H où se tiendront les séances de commissions de l'Assemblée extraordinaire.

V. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A LA CONFÉRENCE.

Journal de la Conférence (et l'Assemblée), No 31.

Compte rendu révisé des treizième, quatorzième, quinzième et seizième séances plénières.

IV. ADMISSION TO COMMITTEE MEETINGS.

The delegations of States represented at the Disarmament Conference have already received a permanent admission card for each of the Committee Rooms F, G and H giving them access to reserved seats.

As from March 9th the bearers of these cards will be admitted to meetings of the Commissions either of the Disarmament Conference or of the special Assembly.

Owing to the very limited accommodation in each of these rooms it is impossible to put more than one seat in each room at the permanent disposal of each of the delegations. No other permanent admission cards will therefore be delivered and no request for cards of this kind can be considered.

Admission of delegates of States non-Members of the League of Nations to meetings of the Assembly Commissions.

The delegates of States non-Members of the League of Nations present at the Disarmament Conference will, as from March 9th, be admitted on the presentation of their cards to the places held at their disposal in Room H, where the meetings of the Commissions of the special Assembly are being held.

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE CONFERENCE.

Journal of the Conference (and Assembly), No. 31.

Verbatim records (revised) of the thirteenth, fourteenth, fifteenth and sixteenth plenary meetings.

Session extraordinaire de l'Assemblée.
Special Session of the Assembly.

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Comité de rédaction.

Le Comité de rédaction de la Commission générale, composé des membres du Bureau et des auteurs de propositions, se réunira aujourd'hui mercredi 9 mars, à 16 heures (salle L).

II. COMMISSION GÉNÉRALE: CINQUIÈME SÉANCE.

La Commission générale de l'Assemblée extraordinaire a tenu sa cinquième séance hier mardi 8 mars, à 15 h. 30, sous la présidence de M. Paul HYMANS (Belgique).

DÉCÈS DE M. BRIAND.

Le PRÉSIDENT donne lecture du télégramme suivant qu'il a adressé la veille à M. Tardieu, Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de France:

« Au nom de l'Assemblée de la Société des Nations, profondément émue de la soudaine disparition de M. Aristide Briand, j'exprime à Votre Excellence mes condoléances les plus vives pour la perte qu'éprouvent le Gouvernement de la République et la France tout entière. L'Assemblée, s'associant à ce deuil, conservera un souvenir fidèle et reconnaissant de l'illustre homme d'Etat passionnément attaché à la cause de la paix à laquelle il consacra ses forces, son cœur et son éloquence. »

M. DE ZULUETA (Espagne) dit que M. Briand, par son exemple, a montré comment, tout en servant son propre pays, on sert l'humanité tout entière. Devant sa tombe, tous les pays du monde devraient s'incliner. La Société des Nations ne peut pas être absente à cette occasion. Le délégué de l'Espagne propose qu'elle soit représentée par une délégation pour laquelle il suggère de désigner le Président de l'Assemblée extraordinaire et le Secrétaire général.

Le PRÉSIDENT répond que lui-même et le Secrétaire général se feront un honneur de s'associer samedi à l'hommage que la France rendra à M. Aristide Briand.

M. POLITIS (Grèce) suggère que le Conseil, que M. Aristide Briand a présidé avec un éclat particulier, soit lui-même représenté à cette occasion par son président en exercice.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL croit savoir que l'intention des membres du Conseil est d'inviter le Président en exercice à représenter le Conseil aux funérailles de M. Briand.

CESSATION DES HOSTILITÉS ENTRE LA CHINE ET LE JAPON.

Sir John SIMON (Empire britannique) dit qu'il a reçu le jour même, du ministre de Grande-Bretagne en Chine, un télégramme qui constitue en réalité un message des représentants des quatre Etats ayant des intérêts spéciaux à Chang-Hai. Les représentants américains, britanniques, français et italiens et les commandants en chef des forces des quatre pays se sont réunis le 7 mars et ont décidé d'envoyer conjointement une communication à leurs représentants respectifs à Genève. Il est dit dans cette communication qu'il est difficile d'obtenir, des seules sources navales, des renseignements sur la cessation

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Drafting Committee.

The Drafting Committee of the General Commission (consisting of the members of the Bureau, together with the authors of proposals for consideration) will meet to-day Wednesday, March 9th, at 4 p.m. (Room L).

II. GENERAL COMMISSION: FIFTH MEETING.

The General Commission of the Assembly held its fifth meeting yesterday, Tuesday, March 8th, at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. Paul HYMANS (Belgium).

DEATH OF M. BRIAND.

The PRESIDENT read the following telegram which he had addressed on the previous day to M. Tardieu, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs of France:

“ On behalf of the Assembly of the League of Nations, deeply moved by the sudden death of M. Aristide Briand, I express to Your Excellency my most cordial sympathy for the loss sustained by the Government of the Republic and by the whole French nation. The Assembly, associating itself with this great loss, will preserve a faithful and grateful memory of the distinguished statesman so passionately attached to the cause of peace to which he had devoted himself with all his heart and strength and all the resources of his eloquence.”

M. DE ZULUETA (Spain) said that M. Briand, by his example, had shown how it was possible for a statesman, while serving his country, to serve the whole world. All the countries of the world would salute his passing with respect. The League of Nations could not be absent on such an occasion. He therefore proposed that the Assembly should be represented by a delegation and he would suggest that the President of the Assembly and the Secretary-General should be asked to perform that duty.

The PRESIDENT replied that both he and the Secretary-General would feel it an honour to be associated on Saturday with the tribute which France would pay to M. Aristide Briand.

M. POLITIS (Greece) suggested that the Council, which M. Briand had presided over with special distinction, should itself be represented by its President in office.

The SECRETARY-GENERAL said he understood that it was the intention of the members of the Council to ask the President in office to represent it at the funeral of M. Briand.

CESSATION OF HOSTILITIES BETWEEN CHINA AND JAPAN.

Sir John SIMON (British Empire) said he had received that day a message from the British Minister to China which was in effect a message from the representatives of the four States with special interests in Shanghai. The American, British, French and Italian representatives and their Commanders-in-Chief had met on March 7th and had decided to send a joint communication to their respective representatives in Geneva. It was stated in the joint communication that it was difficult to secure information as to the cessation of hostilities between the Chinese and Japanese forces from naval sources alone. The

des hostilités entre les forces chinoises et japonaises. C'est pourquoi les représentants étrangers, en accord avec les commandants en chef des forces de leurs pays, ont pris des dispositions pour coordonner leurs enquêtes et, en utilisant des rapports de légations et d'attachés militaires et tous autres renseignements pouvant provenir de sources navales, militaires ou autres, pour envoyer conjointement à Genève, chaque jour, un rapport que le ministre de Grande-Bretagne, en sa qualité de représentant le plus ancien, adressera au chef de sa délégation pour être communiqué aux chefs des délégations française et italienne et au ministre des Etats-Unis à Berne, qui en feront tel usage qu'ils jugeront bon auprès de la Société des Nations.

Le délégué du Royaume-Uni ajoute qu'il a déjà reçu le premier de ces rapports envoyés conjointement et qu'il l'a dûment communiqué aux délégations française et italienne et au ministre des Etats-Unis à Berne. Sous réserve de leur approbation, il est prêt à remettre ce rapport au Président pour qu'il en soit donné lecture à la Commission en temps utile.

Le PRÉSIDENT remercie sir John Simon de sa communication. Les rapports annoncés aideront efficacement l'Assemblée à s'acquitter de sa tâche.

M. PAUL-BONCOUR (France) défère avec empressement à l'invitation que sir John Simon a adressée aux Puissances ayant des intérêts spéciaux à Chang-Haï. L'arrangement qui est intervenu sur place, et qui permettra à la Société de recevoir de précieux rapports collectifs, prouve que la Société sait, par les expériences nécessaires, forger les instruments dont elle a besoin.

M. Rosso (Italie) sera très heureux que les éléments d'information ainsi recueillis à Chang-Haï soient communiqués à l'Assemblée.

Sir John SIMON (Empire britannique) suggère que le Secrétaire général s'assure, comme il croit lui-même savoir que c'est le cas, que le ministre des Etats-Unis à Berne consent également à cette communication.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il se renseignera le plus tôt possible.

APPEL DU GOUVERNEMENT CHINOIS EN VERTU DE L'ARTICLE 15 DU PACTE: DISCUSSION GÉNÉRALE (suite).

M. Sean LESTER (Etat libre d'Irlande) dit que le Conseil, dont son pays a l'honneur d'être Membre, a consacré près de six mois à essayer d'obtenir, aux termes de l'article 11, un règlement pacifique du litige entre la Chine et le Japon. Les petites nations, membres du Conseil, dont on peut dire qu'elles représentent la masse de l'Assemblée, croient avoir bien rempli leur devoir en donnant leur appui le plus complet à toute initiative qui offrait quelque possibilité en vue du succès de la médiation.

Il rappelle en particulier la résolution du 10 décembre, par laquelle le représentant du Japon s'est associé à ses collègues pour affirmer une fois de plus la reconnaissance, par le Japon, de son obligation de retirer ses troupes de Mandchourie jusqu'à la zone du chemin de fer, aussi rapidement que cela sera compatible avec la sécurité de la vie et des biens des ressortissants japonais. M. Briand indiqua très clairement que ce retrait ne dépendait pas de l'enquête confiée à la commission de la Société et ne devait pas en être retardé. L'attitude du Conseil sur ce point ne laisse subsister aucun doute.

L'Assemblée est maintenant saisie de l'ensemble du litige entre la Chine et le Japon et non pas seulement des incidents qui ont lieu, ou qui ont eu lieu, en Mandchourie ou à Chang-Haï. Certaines considérations de principe ressortent clairement. Tout d'abord, il est du devoir de chacune des parties au Pacte d'utiliser d'une manière complète le mécanisme de la Société pour le règlement de tous les différends et cette obligation a été renforcée par les dispositions du Pacte Briand-Kellogg. En second lieu, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Membre de la Société sont garanties par l'article 10 du Pacte et l'Assemblée doit examiner si la conduite de l'une ou l'autre des parties en litige constitue une violation de cet article.

Si l'on constatait que le Pacte a été effectivement violé, le devoir de l'Assemblée serait d'affirmer de nouveau les principes

foreign representatives in consultation with their Commanders-in-Chief had accordingly arranged to co-ordinate their enquiries and, using reports from legations and military attachés, with such other information as might be available from naval, military and other sources, to send to Geneva daily a joint report which would be transmitted by the British Minister, as senior representative to the head of his delegation for communication to the heads of the French and Italian delegations and to the United States Minister at Berne for such action in respect of the League of Nations as might appear suitable.

Sir John Simon added that he had already received the first joint report, which he had duly communicated to the French and Italian delegations and to the United States Minister at Berne. Subject to their approval he was prepared to hand the joint report to the President to be read to the Commission in due course.

The PRESIDENT thanked Sir John Simon for his communication. The promised reports would effectively assist the Assembly in its task.

M. PAUL-BONCOUR (France) said he would cordially respond to the invitation which Sir John Simon had addressed to the Powers with special interests in Shanghai. The arrangement made on the spot would enable the League to receive valuable collective reports and might be regarded as an indication that the League was competent, when the time came, to provide itself with the instruments of which it stood in need.

M. Rosso (Italy) said he would be very happy if the information collected at Shanghai might be communicated to the Assembly.

Sir John SIMON (British Empire) suggested that the Secretary-General should ascertain, as he believed was the case, that the United States Minister at Berne would also consent to the communication of the report.

The SECRETARY-GENERAL said that he would communicate with the United States Minister as soon as possible.

APPEAL OF THE CHINESE GOVERNMENT UNDER ARTICLE 15 OF THE COVENANT: GENERAL DISCUSSION (continuation).

Mr. Sean LESTER (Irish Free State) said that the Council, on which his country had the honour to be represented, had spent six months in endeavouring to secure a peaceful settlement of the dispute between China and Japan under the provisions of Article 11. The smaller nations, Members of the Council, which might perhaps be said to represent the general body of the Assembly, believed they had correctly interpreted their duty in lending full support to every initiative which had offered some possibility of successful mediation.

He would refer particularly to the resolution of December 10th, in which the Japanese representative had joined his colleagues in re-affirming the obligation of Japan to withdraw her troops in Manchuria to the railway zone as speedily as was compatible with the safety of the lives and property of Japanese subjects. M. Briand had made it quite clear that the withdrawal of the Japanese troops was not dependent upon and not to be delayed on account of the enquiry which the Commission of the League had been asked to make. The attitude of the Council on that point admitted of no doubt.

The Assembly had now to deal with the whole dispute between China and Japan and not merely the incidents which were taking place or had taken place in Manchuria or Shanghai. Certain considerations of principle stood out clearly. First, it was the duty of every party to the Covenant to make full use of the machinery of the League for the settlement of all disputes and that obligations had been reinforced by the provisions of the Briand-Kellogg Pact. Secondly, the territorial integrity and political independence of every Member of the League was guaranteed by Article 10 of the Covenant and the Assembly had to consider whether the conduct of either of the parties to the dispute constituted a violation of that Article.

Should it be found that the Covenant had in fact been violated it would be the duty of the Assembly to reaffirm the principles

sur lesquels repose le droit public du monde et exiger de la partie visée qu'elle revienne nettement à une situation correcte.

Le devoir de l'Assemblée est non seulement de régler le différend survenu entre deux Membres de la Société, mais encore de maintenir le caractère sacré du Pacte. La première mesure à prendre à cet effet est de rétablir une situation compatible avec le Pacte, non seulement par la cessation des hostilités mais en revenant au *statu quo*. Ce n'est que sur la base du respect des accords internationaux, tels que le Pacte de la Société, le Traité des neuf Puissances et le Pacte de Paris, que pourra intervenir un règlement définitif.

CESSATION DES HOSTILITÉS: RAPPORT ENVOYÉ CONJOINTEMENT
PAR LES REPRÉSENTANTS DES PUISSANCES AYANT DES INTÉRÊTS
SPÉCIAUX A CHANG-HAÏ.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que le ministre des Etats-Unis à Berne l'a informé qu'il acceptait que l'Assemblée ait communication du rapport qui a été envoyé conjointement de Chang-Haï. Ce rapport est ainsi conçu:

« Le matin du 6 mars, les Japonais ont occupé certains points le long de la ligne qui va approximativement du nord-ouest de Liuho, sur le Yang-tzé, par Lutung, à un mille à l'ouest de Kiating, à Huangtu, sur la voie ferrée Nankin-Chang-Haï, à l'ouest de Niansan. De là, cette ligne fait une courbe vers l'est, couvrant Chenzou, le long de la crique de Soochou; il y a quelques patrouilles au sud de cette crique.

« Des escarmouches avaient lieu alors, comme c'est généralement le cas lorsque des troupes occupent un nouveau front.

« Pour le 7 mars, les Japonais ont signalé des escarmouches occasionnelles entre patrouilles, mais aucun mort ni blessé.

« Le 7 mars au matin, les renforts japonais ont débarqué à Woosung, le long du quai de la voie ferrée.

« Nous n'avons reçu aucune information concernant un changement dans la situation depuis lors, mais les deux parties se rejettent mutuellement la responsabilité des combats qui ont eu lieu au nord-ouest de Liuho.

« Nous prenons des dispositions pour vérifier les faits à ce sujet.

« Par suite des difficultés géographiques résultant du retrait des troupes chinoises, nous ne pouvons, pour le moment, nous procurer des informations de première main que du côté du front japonais, mais nous nous efforçons de trouver un arrangement nous permettant de rester en contact également avec le front chinois. »

M. PAREDES (Salvador) dit que son pays espère que les principes de l'inviolabilité du territoire, de la non-intervention, et d'autres principes qu'il mentionnera plus loin, seront une fois de plus reconnus. Le délégué du Guatemala au Conseil a fait à ce sujet, le 10 décembre dernier, un bel exposé des principes chers aux nations faibles. L'ampleur du Pacte est telle que sa stricte observation donnerait une solution équitable à tous les conflits, mais il y a des cas où il est nécessaire de recourir à des dispositions spéciales. A l'article 10 du Protocole de 1924, il faudrait remplacer le mot « guerre » par l'expression « force et violence ». Il ne pourrait pas alors se produire le cas de deux pays accomplissant des actes ayant les véritables caractères d'une guerre et déclarant cependant qu'ils n'ont pas eu recours à la guerre, et une nation, après avoir pris possession par la force du territoire d'une autre nation, ne pourrait plus objecter qu'elle n'a pas eu recours à la guerre. L'application de l'article 10 du Pacte, qui garantit l'intégrité territoriale, serait assez difficile sans une telle modification, parce qu'on se trouverait devant un fait accompli. En présentant ces observations, le délégué du Salvador reprend la thèse qui avait été soutenue lors des discussions du projet de protocole par M. Guerrero.

La Société devrait reconnaître une fois de plus les principes qui sont à sa base et qui peuvent se résumer ainsi:

1^o Respect des traités, sans lequel la vie internationale est impossible;

upon which the public law of the world was based and to require of the party concerned a definite rectification of the situation.

The Assembly had not only to settle the dispute which had arisen between two Members of the League but to uphold the sanctity of the Covenant. The first step to that end was to restore a situation compatible with the Covenant, not only by a cessation of hostilities but by a restoration of the *status quo ante*. A final settlement could only be achieved on the basis of respect for international agreements such as the Covenant, the Nine-Power Treaty and the Pact of Paris.

CESSATION OF HOSTILITIES: JOINT REPORT FROM THE
REPRESENTATIVES AT SHANGHAI OF THE POWERS
WITH SPECIAL INTERESTS.

The SECRETARY-GENERAL said that the United States Minister at Berne had signified his assent to the communication to the Assembly of the joint report received from Shanghai. The report was as follows:

“ Morning, March 6th, Japanese had occupied points along the line running roughly from north west of Liuho on Yangtse via Lutung one mile west of Kiating to Huangtu on Shanghai-Nanking railway west of Nanzhang thence bending east covering Chenju along Soochow creek with a few patrols south of creek.

“ Skirmishes then taking place such as are involved in case of troops occupying new front.

“ Japanese report occasional skirmishes between patrols but no casualties March 7th.

“ Japanese reinforcements disembarking Woosung railway wharves morning March 7th.

“ Received no information of any change in situation since but both sides charge other with responsibility for fighting north west of Liuho.

“ We are taking steps to verify facts in this connection.

“ Owing to geographical difficulties resulting from Chinese withdrawal we are at present only able to secure first hand information from Japanese side of front but are endeavouring to make arrangements for maintaining contact with Chinese side also.”

M. PAREDES (Salvador) said that his country hoped that the principles of the inviolability of the territory of a State, of non-intervention and of other principles which he would mention later would once again be recognised. The delegate of Guatemala on the Council had on this subject made on December 10th last a statement of the principles for which the weaker nations stood firm. The Covenant was so wide in its provisions that its strict observation would entail an equitable solution of all disputes, but there were cases in which it was necessary to resort to special provisions. In Article 10 of the Protocol of 1924 it would be necessary to replace the word “ war ” by the expression “ forcible and violent measures ”. It would then be impossible for two countries to perform acts which in truth were acts of war and to declare that they had not resorted to war, and a nation, after having taken forcible possession of the territory of another State, would no longer be able to plead that it had not resorted to war. The application of Article 10 of the Covenant, which guaranteed the territorial integrity of States, would be difficult, unless some such amendment were made because it might be necessary to deal with a *fait accompli*. In submitting these observations he was returning to the thesis which had been maintained by M. Guerrero during the discussions of the draft Protocol.

The League should once again recognise the principles on which it was based. Those principles might be summarised as follows:

(1) Respect for treaties, failing which international life was impossible;

2° Inviolabilité du territoire d'un Etat et, comme conséquence logique, déclaration du principe de la non-intervention, sauf, bien entendu, les interventions reconnues par le Pacte;

3° Défense absolue à un Etat de se faire justice soi-même.

Le comte APPONYI (Hongrie) estime, comme le représentant de la France, que les résultats des délibérations de l'Assemblée auront leur répercussion sur la Conférence qui se déroule en même temps; il ajoute que cette influence est réciproque. Il faut se rendre compte de l'effet que pourrait avoir le succès ou l'insuccès des délibérations actuelles pour le crédit de la Société, non pas auprès de ses détracteurs mesquins, mais auprès des gens de bonne foi, car c'est de leur jugement que dépend ce crédit.

De ce point de vue, la Société gagnerait énormément à obtenir, d'abord, la cessation des hostilités, qui n'ont que trop duré, et à cette occasion le délégué de la Hongrie appuie la suggestion de sir John Simon. Il faudrait ensuite, à la faveur de la solution de la crise actuelle, arriver à débrouiller, par une entente pacifique qui demandera peut-être un long travail, tout l'écheveau des grands intérêts qui se rattachent à la question sino-japonaise. Un tel résultat, obtenu d'accord avec les deux parties et en tenant compte des intérêts légitimes et des droits reposant sur des traités antérieurs, serait un succès énorme. Le délégué de la Hongrie espère que l'on réussira si l'on continue à procéder dans l'esprit où s'est déroulée jusqu'ici la discussion, au cours de laquelle on a vu des délégations qui étaient souvent en contradiction les unes avec les autres, à affirmer avec la même chaleur des principes identiques.

Toutefois, de même qu'il y a des maladies qui résistent au dévouement du plus grand médecin sans que pour cela le crédit de ce médecin soit entamé, de même la Société peut connaître des explosions de forces organiques à l'égard desquelles, dans l'état actuel de sa situation, ses efforts resteront infructueux. Cela ne voudrait pas dire qu'on ne doit pas les continuer, et cela ne jettera pas le discrédit sur la Société si elle prouve qu'elle a rempli son devoir jusqu'au bout. Si l'Assemblée reste dans cette ligne droite sur laquelle elle a commencé de s'acheminer, si elle obtient, à travers toutes les phases de la procédure, l'unanimité qui s'est produite ici, elle donnera à la Société une forme morale incalculable qui, appuyée par celle des Etats-Unis d'Amérique, représentera vraiment la conscience humaine tout entière.

M. MAYARD (Haïti) estime que, durant les six mois écoulés, il n'y aurait pas eu tout ce sang versé et toutes ces ruines si la Société avait disposé d'une force lui permettant non seulement de se renseigner, mais de réaliser positivement et rapidement son œuvre pacificatrice. Le Japon se parerait de la plus haute autorité morale en répudiant l'ancienne conception du prestige national et en se soumettant au verdict de l'opinion universelle. La Société doit non seulement arrêter immédiatement l'effusion de sang, mais encore faire disparaître totalement le conflit et ses causes en rendant une sentence nette concernant le fond de la question mandchourienne et l'épisode sanglant de Chang-Haï. Les parties sortiront grandies d'une telle sentence si elle est basée sur les principes servant de préambule au Pacte, et la Société elle-même en sortira plus grande et plus efficace, car alors nul n'hésitera plus à l'armer d'une force appropriée.

La délégation haïtienne souhaite que l'Assemblée adopte une décision rédigée en des termes tels qu'elle redonne, dans l'esprit des peuples, toute sa force à l'idée fondamentale qui donna naissance à la Société et cette décision devra abolir toute cette terminologie: « Etats non organisés », « Etats à intérêts limités », « ententes régionales », « situation spéciale d'un continent », etc., tous ces euphémismes qui ne servent d'ordinaire qu'à absoudre par avance ou à consacrer les abus de la force.

En conclusion, la délégation haïtienne s'associe aux opinions exprimées par les délégués du Mexique, de l'Uruguay, de Panama et du Salvador; elle s'associe plus formellement encore à la déclaration du délégué de la Colombie et demande avec lui que l'Assemblée introduise, dans la résolution qu'elle aura à prendre, les quatre points que M. Prada, représentant du Pérou au Conseil, a formulés le 10 décembre.

(2) Inviolability of the territory of a State and, as a logical consequence, a declaration of the principle of non-intervention, except, of course, interventions recognised by the Covenant;

(3) Absolute prohibition of any State to seek justice for itself.

Count APPONYI (Hungary) agreed with the representative of France that the results of the discussions of the Assembly would necessarily have their effect upon the Disarmament Conference, and that effect was reciprocal. It was essential to realise the impression which would be produced by the success or failure of the present discussions, for the credit of the League, not only upon its mischievous detractors, but upon persons of good faith on whose judgment the authority of the League must depend.

The League from that point of view would gain enormously by obtaining in the first instance a cessation of hostilities which had lasted only too long and in that connection he would support the suggestion of Sir John Simon. It would then be necessary, taking advantage of the solution of the present crisis, to deal by means of a pacific understanding, which would perhaps require a long time to achieve, with the whole network of important interests involved in the Sino-Japanese question. Such a result, obtained by agreement with the two parties, and with due regard to legitimate rights and interests based on previous treaties, would represent an enormous success. He hoped that such a success would be achieved if efforts continued to be made in the spirit in which the discussion had hitherto proceeded. During that discussion delegations, which had often been opposed to one another, had affirmed identical principles with an equal conviction.

Nevertheless, just as a disease which resisted treatment by the greatest doctor without the credit of the physician being thereby damaged, so might the League suffer from an ebullition of organic forces with which at the present stage of its development it was unable successfully to cope. That did not mean that efforts should not be continued and those efforts would not throw discredit on the League if it could prove that it had fulfilled its duty to the end. If the Assembly continued to follow the straight path along which it had begun to advance, and if it obtained through all the phases of the procedure to be followed the unanimity which had characterised the present discussion, it would give to the League an incalculable moral force which, supported by that of the United States of America, would be really representative of the conscience of mankind as a whole.

M. MAYARD (Haiti) said that during the six months which had elapsed there would not have been so much bloodshed and devastation if the League had possessed a force enabling it not only to obtain information but to carry into effect positively and rapidly its work of pacification. Japan would obtain high moral authority by repudiating the ancient conception of national prestige and submitting to the expression of universal opinion. The League must not only immediately stop bloodshed, but totally eradicate the dispute and its causes by giving a clear award on the substance of the Manchurian question and the incidents at Shanghai. The parties would derive advantage from such an award if it were based on the principles embodied in the Preamble of the Covenant, and the League itself would issue from the crisis a greater and more effective institution since no one would thereafter hesitate to endow it with proper weapons.

His delegation hoped that the Assembly would adopt a decision drafted in such terms that it would, in the minds of the nations, give full force to the fundamental idea which had led to the creation of the League. That decision should serve to abolish such terms as "unorganised States", "States with limited interests", "regional agreements", "special continental situations", etc. All these euphemisms normally served to excuse or sanction in advance abuses of force.

In conclusion he associated himself with the views expressed by the delegates of Mexico, Uruguay, Panama and Salvador, and more formally with the declaration of the delegate of Colombia. He would ask with the delegate of Colombia that the Assembly should introduce into the resolution which it would adopt the four points which M. Prada, representing Peru on the Council, had formulated on December 10th.

Sir George PERLEY (Canada) rend hommage au travail accompli par le Conseil pour la solution du litige qui s'est produit en Extrême-Orient. Ce qui est en jeu, c'est tout le système de la mise hors la loi de la guerre et du règlement des différends par la raison plutôt que par la force, système que l'on a élaboré dans les douze dernières années.

Le travail de l'Assemblée doit avoir surtout pour base les considérations suivantes :

1^o Un armistice réel et effectif devrait intervenir ;

2^o Il faudrait distinguer clairement entre les droits invoqués dans une cause et la façon dont ces droits sont interprétés et mis en application ;

3^o On devrait affirmer solennellement qu'aucune atteinte à l'intégrité territoriale et qu'aucun changement à l'indépendance politique d'un Membre quelconque de la Société, réalisés par la force contrairement à l'article 10 du Pacte, ne pourront être reconnus comme valables par les autres Membres de la Société.

M. BATOLOFF (Bulgarie) dit que le problème actuel n'intéresse pas seulement les Etats en litige : il présente un intérêt vital pour tous les Membres de la Société et soulève des questions de principe d'une importance capitale. Sous le régime du Pacte de la Société et du Pacte Briand-Kellogg, il ne saurait être admis que des méthodes de violence soient employées pour se faire justice. De même, aucune politique du fait accompli ne saurait être approuvée par l'opinion publique. C'est le principe de l'inviolabilité du territoire national, stipulé à l'article 10, qui doit être sauvegardé dans le conflit actuel. La Société crée aujourd'hui un précédent qui aura une grande importance pour son avenir, car il s'agit de maintenir intacte la confiance que les nations ont placée en elle. La Bulgarie se joindra aux efforts communs pour assurer la stricte application du Pacte de Genève et du Pacte de Paris.

M. MAZURANIC (Yougoslavie) dit que la plupart des discours qui ont été prononcés renferment un certain nombre de traits fondamentaux identiques. On a fait ressortir en particulier que le grave conflit d'Extrême-Orient était d'une importance vitale pour l'ensemble de la Société. Comme le dit l'article 11 du Pacte, « toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière ». On a également souligné que, cette fois-ci, la Société devait aller jusqu'au bout de ses forces et surtout éviter ce qui serait de nature à dissimuler l'aspect véritable de la question. Tout ce que le Conseil a pu ou n'a pas pu accomplir, ne constituera pas un précédent. En revanche, le problème, étant porté aujourd'hui devant l'Assemblée, est entré dans sa phase définitive et toutes les décisions que l'on prendra auront le caractère d'un précédent capital. Le délégué yougoslave, allant plus loin, dira qu'en aucun cas la décision ne devra revêtir le caractère d'une décision *ad hoc*, mais qu'elle devra avoir le caractère d'une décision universelle et obligatoire pour tous les Membres, et les représentants des Etats directement intéressés doivent être certains que c'est ce caractère que l'on donnera à la décision.

Le délégué tchécoslovaque a justement dit que l'examen du problème actuel dévoilera peut-être quelques points faibles de l'organisation de la Société. En particulier, il semble indispensable au délégué de la Yougoslavie que la Société soit en mesure de se procurer par sa propre organisation les informations nécessaires. Peut-être le problème est-il si complexe qu'une solution adéquate dépasse la force actuelle de la Société : il n'en faut rechercher qu'avec plus de persévérance à perfectionner son organisation. La Yougoslavie appuiera toute proposition entrant dans le cadre des idées qui viennent d'être exposées, en particulier l'initiative de sir John Simon.

M. TE WATER (Union Sud-Africaine) estime qu'il n'est pas encore possible d'adresser un blâme à l'une ou l'autre des parties en litige car tous les faits ne sont pas encore connus.

Il y a cependant un certain nombre de faits bien clairs. Des forces japonaises puissantes ont été transportées sur territoire chinois et se sont emparées d'une partie de ce territoire par la violence. Le Japon n'a pas cherché à employer les moyens pacifiques dont il dispose en vertu du Pacte de la Société ; il ne s'est pas non plus souvenu des déclarations qu'il avait faites aux termes du Pacte de Paris. La Chine, par contre, a remis

Sir George PERLEY (Canada) paid a tribute to the work done by the Council for the solution of the dispute that had arisen in the Far East. The whole system of outlawing war and settling disputes by reason rather than by force built up during the last twelve years was at stake.

The work of the Assembly should be based primarily on the following considerations :

(1) A real and effective armistice should be brought about ;

(2) A clear distinction should be drawn between the rights of a case and the manner in which those rights were realised and enforced ;

(3) There should be a solemn affirmation to the effect that no infringement of the territorial integrity and no change in the political independence of any Member of the League brought about by force in disregard of Article 10 of the Covenant could be recognised as valid by other Members of the League.

M. BATOLOFF (Bulgaria) said that the present problem was not merely of concern to the States in dispute but presented a vital interest to all the Members of the League and raised questions of principle of a capital importance. Under the system of the Covenant of the League and the Briand-Kellogg Pact it could not be admitted that methods of violence should be used in order to obtain justice. Similarly, no policy of the *fait accompli* could be approved by public opinion. The principle of the inviolability of the territory of a State embodied in Article 10 must be safeguarded in the present conflict. The League was creating a precedent which would have great importance for its future, since it was called upon to maintain intact the confidence which the nations had placed in it. Bulgaria would participate in common efforts to secure the strict application of the Covenant of Geneva and the Pact of Paris.

M. MAZURANIC (Yugoslavia) stated that the majority of the speeches which had been made were in certain fundamental respects identical. It had in particular been emphasised that the serious conflict in the Far East was of vital importance for the League as a whole. As stated in Article 11 of the Covenant any war or threat of war, whether it affected one of the Members of the League directly or not, was of interest to the League as a whole. It had also been emphasised that in dealing with the present crisis the League must go to the end of its resources and above all avoid anything in the nature of disguising the real character of the question. What the Council had been able or unable to accomplish would not constitute a precedent. The problem, having now been brought before the Assembly had, however, entered upon its final phase and all the decisions to be taken would afford a precedent of the highest importance. He would go further and say that in any case the decision should not take the form of an award *ad hoc*, but that it should be given a universal and compulsory character for all Members of the League. The representatives of the States directly concerned might be certain that such a character would be given to the decision.

The Czechoslovak delegate had rightly said that the examination of the present problem would perhaps reveal certain weak points in the organisation of the League. In particular, it seemed essential that the League should be able to procure through its own bodies the information necessary to its work. Perhaps the problem was so complicated that an adequate solution exceeded the present resources of the League. It was all the more necessary to persevere in perfecting its organisation. Yugoslavia would support any proposal coming within the framework of the ideas which he had just brought forward and, in particular, the initiative of Sir John Simon.

Mr. TE WATER (Union of South Africa) said that it was impossible yet to allocate the blame to one party or the other in the present dispute since all the facts were not yet known.

Certain facts, however, were clear. Powerful Japanese forces had been transported into Chinese territory and had taken forcible possession of that territory. Japan had not sought to use the pacific means at her disposal under the Covenant nor had she remembered her declarations under the Pact of Paris. China, on the other hand, had placed her case in the hands of the League and been prepared at every stage

sa cause entre les mains de la Société et, à toutes les étapes de l'enquête du Conseil, elle a été prête à agir selon les avis et les instructions de celui-ci. Le Japon a refusé de procéder de la même manière.

Il y a donc, à première vue, présomption que le Japon a agi en contradiction avec les obligations par lesquelles il est lié de la même façon que tous les autres Etats. Le délégué de l'Union Sud-Africaine voudrait donc insister auprès de la délégation japonaise pour que celle-ci expose son cas d'une manière complète sur les points qu'il vient de signaler. Si le Japon a des raisons pour n'avoir pas employé le mécanisme de la Société et pour n'avoir pas suivi ses conseils, il est du devoir de l'Assemblée de se prononcer sur la validité de ces raisons.

La Chine n'a malheureusement pas pu calmer ses dissensions intérieures, mais aucune grande Puissance ne doit profiter de la faiblesse d'un pays. Le délégué de l'Union Sud-Africaine adresse un appel aux représentants du Japon pour qu'ils s'efforcent de persuader leur gouvernement de se détourner des mesures de guerre pour se tourner vers des moyens pacifiques et pour qu'il ne renonce pas à l'amitié et à l'admiration d'un grand nombre de nations et à la bonne opinion du monde.

Les petits pays représentés à l'Assemblée se tournent vers les grandes Puissances, car ce sont elles qui doivent les guider en cette affaire importante. Ils attendent d'elles une direction énergique, capable de se traduire en faits et non en mots.

L'AGA KHAN (Inde), après avoir rappelé les liens nombreux qui unissent l'Inde aussi bien à la Chine qu'au Japon, adresse un pressant appel aux deux parties pour qu'elles recherchent la voie de la réconciliation et de l'amitié. La médiation entre les parties est le premier devoir de l'Assemblée. Il ne faut pas préjuger les résultats mais gagner la confiance de l'un et de l'autre intéressés. Les parties elles-mêmes doivent à leur tour donner leur collaboration en se mettant librement et en toute confiance entre les mains des médiateurs. La médiation devra être fondée sur les principes directeurs posés dans le Pacte, et le délégué de l'Inde appuie chaleureusement la suggestion, faite par le représentant du Royaume-Uni, d'affirmer de nouveau ces principes fondamentaux.

M. FELDMANS (Lettonie) dit que, même si l'on admet l'extrême complexité du problème et des causes profondes du conflit, il faut constater que les événements ont dangereusement dépassé les limites que les engagements internationaux ont tracés aux peuples dans leurs relations réciproques. On a vu reparaître le boycottage économique, la non-exécution unilatérale des traités, la propagande hostile, le recours à la force, le refus de soumettre la question à la procédure pacifique. Ce fait est de nature à faire naître de graves inquiétudes chez le peuple letton, qui a basé son avenir sur le respect des engagements internationaux et sur la foi dans la force vitale des principes dont la Société est la gardienne.

La délégation lettone ne croit pas opportun de procéder en ce moment à l'examen des causes profondes du conflit ni de prononcer un jugement hâtif contre qui que ce soit. A ses yeux, l'Assemblée est avant tout un instrument politique dont le premier devoir est le rétablissement et l'organisation de la paix. La cessation des hostilités n'est pas tout ce que les peuples attendent de l'Assemblée: ses décisions doivent les convaincre qu'elle a réussi à faire triompher les lois fondamentales du Pacte; il faut que l'on puisse leur dire que les deux nations en cause ont librement accepté des engagements solennels qui donneront la certitude qu'un retour aux tristes événements d'hier n'est plus possible.

M. COSTA DU RELS (Bolivie) dit que les délégués [de la Colombie, du Mexique, de l'Uruguay et du Salvador ont posé des principes dont les pays de l'Amérique latine se font les champions; ces principes sont maintenant dans le Pacte et les nations de l'Amérique latine n'en demandent la stricte observation que parce qu'elles y trouvent les garanties de leur avenir et de leur existence même. Nul ne peut aujourd'hui prétendre imposer sa volonté par la force, aucun avantage ainsi obtenu ne peut être admis par la communauté internationale. L'occupation du territoire d'un Etat par un autre Etat ne donne aucun titre et ne crée aucun droit à ce dernier.

Le premier délégué de la Suisse a admirablement analysé les textes du Pacte, montré leur enchaînement logique et leur concordance, depuis l'article 10, en passant par l'article 12, jusqu'à l'article 15 qui, comme il le disait, projette son ombre

of the enquiry to act on the advice and instructions of the Council. Japan had refused to do the same.

Therefore a *prima facie* case existed that Japan had acted in contradiction of the obligations by which, equally with all other States, she was bound. He would therefore urge the Japanese delegation to state its full case on the points to which he had drawn attention. If Japan had reasons for being unable to use the machinery of the League or to follow its advice, it was the duty of the Assembly to pronounce on the validity of those reasons.

China had unfortunately been unable to compose her internal differences, but advantage should not be taken of a country's weakness by any one of the great Powers. He would appeal to the Japanese representatives to endeavour to persuade their Government to turn from measures of war to pacific means and not to cast aside the friendship and admiration of many nations and the good opinion of the world.

The smaller nations represented at the Assembly looked to the great Powers for a lead in this important matter. They desired a strong leadership which could be interpreted in terms of action and not in terms of words.

The AGA KHAN (India) after dwelling upon the many bonds which united India both to China and Japan, earnestly appealed to both parties to seek the path of reconciliation and friendship. It was the first duty of the Assembly to mediate between the parties. It must not prejudice the issues but win the confidence of both sides. The parties themselves should in their turn co-operate by placing themselves freely and confidently in the hands of the mediators. Mediation must be based on the guiding principles laid down in the Covenant and he cordially supported the suggestion made by the representative of Great Britain that those fundamental principles should be re-affirmed.

M. FELDMANS (Latvia) said that, even if the extreme complexity of the problem and the deeper causes of the conflict were considered, it must be admitted that events had dangerously exceeded the limits which international engagements had laid down for the nations in their mutual relations. There had appeared in the present crisis the economic boycott, the unilateral non-execution of treaties, hostile propaganda, resort to forced refusal to submit to pacific procedure. Such facts were calculated to give rise to a grave anxiety among the Latvian people, which had based its future on respect for international engagements and upon confidence in the vital force of the principles of which the League of Nations was the guardian.

The Latvian delegation did not think it desirable to proceed at that moment to the examination of the underlying causes of the dispute or to pronounce a hasty judgment against either party. The Assembly was above all a political instrument whose first duty was the restoration and organisation of peace. The cessation of hostilities was not all that the nations expected of the Assembly. Its decisions must convince them that it had succeeded in securing the triumph of the fundamental laws of the Covenant. It was essential that the nations should be told that the two States in question had freely accepted solemn engagements which would ensure that there could be no possible return to the recent sad events.

M. COSTA DU RELS (Bolivia) said that the delegates of Colombia, Mexico, Uruguay and Salvador had laid down principles of which the countries of Latin-America were the champions. Those principles were now to be found in the Covenant and the nations of Latin-America were asking that they should be strictly observed because they found in them the guarantees of their future and their existence. No State could now set out to impose its will by force and no advantage thus obtained could be recognised by the international community. The occupation of the territory of one State by another State conferred no title and created no right for the latter.

The delegate of Switzerland had admirably analysed the texts of the Covenant and shown their logical connection and agreement. He had begun with Article 10 and passed by way of Article 12 to Article 15, which, as he had said, cast

sévère sur l'article 16, et la délégation bolivienne se range à l'exhortation pressante qu'il adressait aux représentants des deux nations en conflit.

Il ne suffit pas d'énoncer des principes, il faut les appliquer; à qui incombera cette lourde tâche? Si, dans les sociétés modernes, la loi impose à l'individu des charges selon ses capacités, il existe, dans la société internationale, malgré l'égalité morale des Etats, une graduation évidente dans leurs capacités et dans leurs devoirs. C'est à cette graduation que demeurent subordonnés les principes agissants de la Société.

Les sages enseignements à tirer de ce débat devront trouver leur fidèle expression dans une résolution contenant l'essence des avis qui ont été émis. L'opinion publique réclame, tant des deux Etats en conflit que de la Société, des actes qui soient un apaisement pour le monde.

M. YEN (Chine) constate que chacun des orateurs a exprimé l'avis que la Société devait s'en tenir au Pacte et que la situation actuelle comportait quelque chose de plus que le retour à un état de choses pacifique en Extrême-Orient.

On a signalé que l'article 15 prévoyait en premier lieu une procédure de médiation. Si l'Assemblée essaie la médiation et si elle échoue, son gouvernement attend d'elle qu'elle épuise toutes les autres possibilités que donnent l'article 15 et les autres articles.

Il a été suggéré que l'Assemblée adopte une déclaration et le délégué de la Chine croit comprendre que le contenu de cette déclaration serait analogue à celui de la note que le Gouvernement des Etats-Unis a envoyée le 8 janvier aux Gouvernements chinois et japonais. On a dit que, si l'Assemblée devait aller plus loin, ce serait préjuger la question.

Il semble qu'il y ait là une grave confusion de pensée. Le Gouvernement chinois ne demande pas à l'Assemblée de préjuger l'ensemble du litige, mais de reconnaître qu'il y a eu rupture du Pacte du fait que des troupes japonaises ont occupé un territoire chinois et que le Japon a publiquement et formellement déclaré qu'il se refuserait à soumettre le litige à l'arbitrage. Il n'y a pas besoin qu'une commission spéciale fasse un rapport sur ces faits, que le Japon lui-même a admis. Le Japon a plaidé la provocation et l'excuse, mais il existe des méthodes pacifiques que ce pays, aux termes du Pacte, est tenu d'épuiser pour le règlement de litiges de ce genre. Il est inconcevable qu'une armée d'invasion reste où elle est sans être troublée, en attendant une enquête pacifique et un arrangement du différend pour le règlement violent duquel cette armée a été envoyée.

La résolution qui a créé la Commission Lytton a fait une distinction logique entre la liquidation de l'occupation militaire de la Mandchourie et la tâche du règlement du litige lui-même. Il a été stipulé que la nomination de la Commission ne préjugerait en rien l'engagement pris par le Gouvernement japonais, aux termes de la résolution du 30 septembre, que les troupes japonaises seraient retirées dans la zone du chemin de fer. La Commission est destinée à contribuer à une solution définitive et non à perpétuer une occupation étrangère. Telle a été l'intention du Conseil et la Chine demande que l'Assemblée donne suite à cette intention.

Le délégué de la Chine adresse un dernier appel à l'Assemblée afin que, pour l'honneur et l'autorité de la Société et en vue de maintenir le caractère sacré du Pacte et de préserver le droit international en général, elle prenne les mesures nécessaires.

M. SATO (Japon), sans vouloir revenir sur la documentation qui est déjà entre les mains de l'Assemblée, déclare tout d'abord que le Japon déplore les événements actuels et qu'il désire voir appliquer le Pacte de la Société et le Pacte Briand-Kellogg, instruments essentiels de l'ordre international. Le Japon n'a pas cherché à résoudre par la force un différend, il n'a pas eu la pensée de porter atteinte à l'indépendance politique ou à l'intégrité administrative de la Chine: devant un danger pressant, il a dû prendre des mesures temporaires de protection, comme avaient dû le faire d'autres Puissances. La situation de droit et de fait est toute particulière en Chine; où pourrait-on voir ailleurs une politique extérieure fondée sur le sentiment antiétranger et sur la dénonciation unilatérale d'engagements solennels? Son collègue, M. Matsudaira a déjà exposé l'attitude du Japon et l'origine du conflit. M. Sato veut insister seulement sur le fait que le Japon n'a nulle intention d'exercer une pression militaire

its shadow forward upon Article 16. The Bolivian delegation associated itself with the urgent appeal which the Swiss delegate had addressed to the representatives of the two nations in dispute.

It did not suffice to lay down principles. It was necessary to apply them. To whom would fall that heavy task? In modern societies, law imposed on the individual burdens commensurate with his capacities and there existed in international society, despite the moral equality of States, an evident gradation in their capacities and in their duties. It was upon that gradation which the principles underlying the League were based.

The wise lesson to be drawn from the present discussion might be faithfully embodied in a resolution containing the substance of the views which had been expressed. Public opinion claimed both from the two States concerned and from the League itself, action which might bring appeasement to the world.

M. YEN (China) said that every speaker had expressed the view that the League must stand by its Covenant and that the present situation involved more even than the restoration of peaceful conditions in the Far East.

It had been pointed out that Article 15 provided in the first instance for mediation. If mediation were tried by the Assembly and failed, his Government expected that the Assembly would exhaust all other possibilities under Article 15 and other Articles.

It had been suggested that the Assembly should adopt a declaration, and he gathered that the contents of that declaration would be similar to those of the Note sent by the United States Government on January 8th to the Chinese and Japanese Governments. It had been said that further action by the Assembly would be tantamount to prejudging the case.

There seemed here to be a serious confusion of thought. The Chinese Government was not asking the Assembly to prejudge the whole dispute, but to recognise that the Covenant had been broken owing to the military occupation of Chinese territory by Japanese troops and owing to the fact that Japan had publicly and formally stated that she would not submit the dispute to arbitration. No special commission was required to report on those facts, which Japan herself had admitted. Japan had pleaded provocation and excuse, but there were peaceful methods which she was bound by the Covenant to exhaust for the settlement of such differences. It was inconceivable that an army of invasion should remain undisturbed pending a peaceful investigation and adjustment of the dispute which that army had been sent to settle by force.

The resolution creating the Lytton Commission had drawn a logical distinction between liquidating the military occupation of Manchuria and the task of adjusting the dispute itself. It had been stipulated that the appointment of the Commission would not prejudice the understanding given by the Japanese Government in the resolution of September 30th that the Japanese troops would be withdrawn within the railway zone. The Commission was intended to contribute towards a final solution and was not designed to perpetuate a foreign occupation. Such had been the intention of the Council and China asked that that intention should be carried into effect by the Assembly.

He would make a final appeal to the Assembly that, for the honour and authority of the League and with a view to maintaining the sanctity of the Covenant and upholding international law in general, it should take the necessary action.

M. SATO (Japan) said that, without wishing to refer again to the documents before the Assembly, he would emphasise that Japan deplored the present events in the Far East and desired that the Covenant of the League and that the Briand-Kellogg Pact, essential instruments of the present international order, should be applied. Japan had not sought to settle a dispute by force and had not entertained any idea of prejudicing the political independence and administrative integrity of China. She had, however, been obliged, in face of a pressing danger, to take temporary measures of protection as other Powers had been compelled to do in the past. The situation both in law and in fact was in China altogether peculiar. Where was it possible to see elsewhere than in China an external policy based on anti-foreign feeling and upon a unilateral denunciation of solemn undertakings? His colleague M. Matsudaira had already explained the attitude of Japan and the origin of the

sur la Chine pour en obtenir des privilèges ou des conditions quelconques. Son pays espère voir rapidement réglée la situation à Chang-Haï, avec le concours des grandes Puissances et dans l'esprit du Pacte. Aujourd'hui encore, les autorités japonaises à Chang-Haï ont fait des démarches pressantes auprès des autorités étrangères pour que les négociations prévues s'ouvrent sans retard. Le Japon a toujours les mêmes espoirs dans l'œuvre de la Société et les mêmes désirs d'établir fermement son autorité et d'étendre son action. Il a accepté le Pacte dans son intégralité et il veut le voir appliquer sans dérogation ni exception, mais avec le souci des réalités qui a été voulu par ses rédacteurs et inscrit dans les textes eux-mêmes.

En terminant, le délégué du Japon tient à dire combien son gouvernement a apprécié les efforts du Conseil et tout particulièrement la part que le Conseil et les gouvernements qui y sont représentés ont prise pour amener la détente actuelle à Chang-Haï. Il exprime aussi sa gratitude pour le Gouvernement des Etats-Unis et son représentant à Chang-Haï, et il salue la mémoire de M. Aristide Briand, dont les dernières énergies ont été vouées au règlement de cette affaire et au maintien de la paix mondiale.

M. BENEŠ, rapporteur, constatant que le débat est épuisé, propose que, en vue de la préparation d'un projet de résolution, le Bureau s'adjoigne les auteurs des propositions qui ont déjà été faites ou de nouveaux projets de résolution, qui devraient être envoyés au Bureau jusqu'au lendemain à midi. Le Bureau se réunirait dans l'après-midi, et il soumettrait ensuite ses conclusions à la Commission générale.

M. POLITIS (Grèce) ne croit pas qu'il soit vraiment utile d'inviter les délégations à présenter, dans un délai donné, des projets de résolution. Pour accélérer la procédure, et conformément à la règle habituelle de l'Assemblée, il propose de constituer un comité de rédaction qui dégagerait les principes développés au cours du débat et soumettrait à la Commission générale, aussi tôt que possible, un projet de résolution.

M. COLBAN (Norvège) appuie la proposition du rapporteur.

Le PRÉSIDENT dit qu'il résulte de conversations et des discours qui ont été prononcés que diverses propositions seront présentées. Dans ces conditions, il semble plus logique et plus pratique de suivre la proposition de M. Beneš.

Le baron RAMEL (Suède), tout en appuyant la proposition du rapporteur, dit qu'on peut la concilier avec celle de M. Politis. Les bases du travail auquel on va procéder ne doivent pas être seulement les projets de résolution déjà soumis ou à soumettre, mais aussi l'ensemble des propositions qui ont pu être formulées au cours du débat.

Le PRÉSIDENT donne au délégué de la Suède l'assurance que la tâche du Comité de rédaction consistera non seulement à discuter les propositions dont il sera éventuellement saisi, mais aussi à s'inspirer des idées générales qui ont été développées au cours du débat.

La proposition du rapporteur est adoptée.

III. ADDITIONS ET CORRECTIONS A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS.

Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sera représenté à la Commission générale de l'Assemblée par M. C. T. TE WATER; le major général A. J. BRINK et le major F. F. PIENAAR seront suppléants.

dispute. He would merely insist that Japan had no intention of exerting military pressure on China with a view to obtaining privileges or conditions. His country hoped that the position at Shanghai would be promptly regulated with the assistance of the great Powers and in the spirit of the Covenant. On that very day the Japanese authorities at Shanghai had urgently pressed the foreign authorities to ensure that the contemplated negotiations might open without delay. Japan had always the same hope in the work of the League and the same desire firmly to establish its authority and to extend its action. Japan had accepted the Covenant in its entirety. She wished to see it applied without exception or derogation, but with some consideration for facts as they were and of the realities which had been foreseen by those who had drafted it and which were embodied in the texts themselves.

In conclusion, he would say how highly his Government had appreciated the efforts of the Council and especially the part which the Council and the Governments represented on the Council had taken in bringing about the present improvement of the situation at Shanghai. He would also express his gratitude to the United States Government and its representative at Shanghai and pay a tribute to the memory of M. Aristide Briand, whose last efforts had been devoted to the settlement of this affair and to the maintenance of world peace.

M. BENEŠ (Rapporteur), noting that the discussion was now at an end, proposed that, with a view to the preparation of a draft resolution, the Bureau should co-operate with the authors of the proposals which had already been made or of any new drafts which might be submitted. Those drafts should be sent to the Bureau before noon on the following day. The Bureau would meet in the afternoon and submit its conclusions to the General Commission.

M. POLITIS (Greece) did not think that it would serve any useful purpose to invite the delegates to submit draft resolutions within a given period. To accelerate the procedure, and in conformity with the usual practice of the Assembly, he proposed to appoint a Drafting Committee which would disengage the principles developed during the discussion and submit a draft resolution to the General Commission as soon as possible.

M. COLBAN (Norway) supported the proposal of the Rapporteur.

The PRESIDENT said that he understood from conversations and from the speeches that had been delivered that various proposals would be submitted. In those circumstances it appeared more logical and more practical to adopt the procedure suggested by M. Beneš.

Baron RAMEL (Sweden) supporting the proposal of the Rapporteur, thought that it might be reconciled with that of M. Politis. The basis of the work to be undertaken must be not only the draft resolutions already submitted or to be submitted, but all the proposals which had been formulated during the discussion.

The PRESIDENT assured the Swedish delegate that the Drafting Committee would not only discuss any proposals which might be submitted to it, but would also draw upon the general ideas which had been developed during the discussion.

The proposal of the Rapporteur was adopted.

III. ADDITIONS AND CORRECTIONS TO THE LIST OF DELEGATES.

The Government of the Union of South Africa will be represented on the General Commission of the Assembly by Mr. C. T. TE WATER, with Major-General A. J. BRINK and Major F. F. PIENAAR as substitutes.

IV. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX.

M. D. Mikoff, chargé d'affaires de Bulgarie en Suisse, représentant permanent de la Bulgarie auprès de la Société des Nations, a notifié au Secrétariat, le 5 mars 1932, l'adhésion de son gouvernement à la Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, faite à Genève le 30 mars 1931.

V. CHEMIN DE FER P. L. M.

Avis aux délégations désirant se rendre à Paris pour les funérailles de M. Briand.

Le P.L.M. désirant savoir, le plus tôt possible, le nombre de sleepings, couchettes, etc., à prévoir dans le train 652 partant de Genève pour Paris vendredi 11 mars, à 22 h. 30, les membres de délégations qui auraient l'intention de se rendre à Paris vendredi soir sont priés de faire connaître d'urgence au Service intérieur du Secrétariat le genre de place qu'ils désirent retenir dans ce train.

VI. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'ASSEMBLÉE.

Journal de la Conférence (et l'Assemblée), No 31.

Compte rendu sténographique de la quatrième séance de la Commission générale de l'Assemblée.

A(Extr.)21.1932.VII. Appel du Gouvernement chinois: Communication de la délégation chinoise.

A(Extr.)22.1932.VII. Do: Communication de la délégation chinoise.

A(Extr.)23.1932.VII. Do: Projet de résolution présenté par la délégation de la Colombie le lundi 7 mars 1932 (après-midi).

IV. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL AGREEMENTS.

M. D. Mikoff, Bulgarian Chargé d'Affaires in Switzerland, Permanent Representative of Bulgaria accredited to the League of Nations, notified the Secretariat on March 5th, 1932, of the accession of his Government to the Convention on the Taxation of Foreign Motor-Vehicles, concluded at Geneva on March 30th, 1931.

V. P.L.M. RAILWAY.

Notice to Delegations wishing to go to Paris for the Funeral of M. Briand.

The P.L.M. Railway, wishing to know as soon as possible the number of sleeping berths to be provided on train 652 leaving Geneva for Paris on Friday March 11th at 10.30 p.m., requests the members of delegations who intend to go to Paris on Friday evening urgently to notify the internal services of the Secretariat of the accommodation which they desire to reserve.

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE ASSEMBLY.

Journal of the Conference (and Assembly), No. 31.

Verbatim Report of the Fourth meeting of the General Commission of the Assembly.

A(Extr.)21.1932.VII. Appeal from the Chinese Government: Communication from the Chinese delegation.

A(Extr.)22.1932.VII. Ditto: Communication from the Chinese delegation.

A(Extr.)23.1932.VII. Draft resolution submitted by the Colombian delegation on Monday, March 7th, 1932 (afternoon).

**PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS**

**CONFÉRENCE
pour la RÉDUCTION et la
LIMITATION des ARMEMENTS**

JOURNAL DE LA CONFÉRENCE

Le *Journal quotidien de la Conférence* est publié chaque matin, en vue de fournir régulièrement aux délégués, aux journalistes et aux visiteurs le programme quotidien et le compte rendu résumé des réunions. Les exemplaires seront remis aux abonnés, à leur adresse privée, lorsque ce sera possible, ou expédiés par par la poste.

Prix d'abonnement mensuel: Fr. suisses 7.50,
frais d'envoi compris.

**COMPTE RENDU
DE LA CONFÉRENCE**

Le *Compte rendu définitif*, contenant un texte soigneusement révisé des discours et de leur traduction, sera distribué dans un délai d'une huitaine de jours.

Prix d'abonnement mensuel: Fr. suisses 7.50,
frais d'envoi compris.

**LISTE DES DÉLÉGUÉS
A LA CONFÉRENCE**

Prix: Fr. suisses 2.—

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Prix: Fr. suisse -.50

Catalogue complet envoyé sur demande.

**SOCIÉTÉ DES NATIONS
SERVICE DES PUBLICATIONS,
GENÈVE**

Les publications de la Société des Nations sont en vente, à Genève, aux adresses suivantes:

Au bureau de vente, Secrétariat, annexe Pâquis
(rue des Pâquis, 59, chambre 526);
Chez Payot & Cie, rue du Marché, 40.

En outre, pendant les séances plénières:
Au stand installé à l'entrée publique de la salle du
Conseil général.

Et pendant les séances des Commissions:
Au stand installé dans le hall du public, au bâtiment
des Commissions (Quai Wilson).

**PUBLICATIONS OF THE LEAGUE
OF NATIONS**

**CONFERENCE
for the REDUCTION and
LIMITATION of ARMAMENTS**

JOURNAL OF THE CONFERENCE

In order to provide delegates, journalists and visitors with a regular daily programme and *résumé* of the meetings, the *Daily Journal of the Conference* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses, where possible, or sent by post.

Monthly subscription rate: 7.50 Swiss francs,
post free.

**VERBATIM RECORD
OF THE CONFERENCE**

The *Official Record*, containing a carefully revised text of the speeches and translations, will be distributed to delegations within a week.

Monthly subscription rate: 7.50 Swiss francs,
post free.

**LIST OF DELEGATES
AT THE CONFERENCE**

Price: 2 Swiss francs.

RULES OF PROCEDURE

Price: -.50 Swiss franc.

Complete Catalogue sent free on application.

**LEAGUE OF NATIONS
PUBLICATIONS DEPARTMENT,
GENEVA**

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses:

At the sales office in the Pâquis annex to the
Secretariat (rue des Pâquis, 59, Room 526);
At Messrs. Payot et Cie., rue du Marché, 40.

Also, during the plenary meetings:
At the stand at the public entrance of the Salle du
Conseil Général.

And during the meetings of the Commissions:
At the stand in the public hall of the Committee
Building (Quai Wilson).